

Nous voulons témoigner de notre effroi et émotion face aux attentats qui ont de nouveau frappé la France, de notre soutien aux victimes, à leurs familles et à leurs proches. Nos pensées se tournent vers les blessés et les nombreuses personnes qui resteront à jamais traumatisées. Notre reconnaissance va aux différents corps de l'État qui sont intervenus dans la nuit du 13 novembre et qui sont encore pour beaucoup mobilisés sur le terrain.

Lors du conseil municipal du 19 novembre, nous avons pu, comme les autres groupes de la majorité et de l'opposition, *analyser le contexte et ses suites*. Vous trouverez *l'intégralité de nos propos sur le site ivry-socialiste.fr*. Le débat s'est tenu dans le respect, jusqu'à l'intervention du groupe CCI.

Appelant à « *comprendre* » le comportement des assassins, le président du groupe CCI, maire adjoint à la petite enfance, a accusé le Parti socialiste local de « *faire peser la suspicion de complicité sur tous les musulmans et les habitants des quartiers populaires* », le Président de la République « *d'incompétence et d'irresponsabilité* », puis le Gouvernement d'une « *responsabilité évidente* » dans ces attentats, compte-tenu de sa « *politique meurtrière* ».

Puis il a affirmé : « *Daech n'attaque pas nos valeurs, notre culture, notre goût de la fête, il attaque la France parce que la France l'attaque et participe à la mort de centaines de milliers de civils.* »

Face à ces propos calomnieux et indignes, nous avons été contraints de quitter la séance.

Plus qu'un incident, c'est une atteinte à l'unité et à la dignité attendues dans ce contexte et plus largement une atteinte à la République. Donnant des arguments à ceux qui veulent assimiler la lutte contre le terrorisme à la lutte contre les musulmans, elle constitue un grave danger quand tous, et en particulier les élus, doivent au contraire lutter contre cet amalgame.

Les mots ont un poids. C'est pourquoi nous avons décidé de signaler ces propos au Préfet. Il est inapproprié que la majorité tente de les minorer. Nous pouvons débattre de la politique étrangère de la France, de l'efficacité de ses politiques publiques ... mais quand il s'agit de défendre les valeurs républicaines, aucune ambiguïté ni aucune lâcheté ne sont acceptables.

Doit prévaloir l'esprit de responsabilité à tous les niveaux. L'Etat a pris les siennes : sécurité de nos concitoyens, dans le respect des fondements de notre Etat de Droit, et riposte dans le cadre d'une mobilisation de la communauté internationale. Pour lutter contre l'obscurantisme, les pouvoirs publics doivent également avoir comme priorité la citoyenneté, à la culture, l'émancipation et l'éducation. Les collectivités locales sont aussi un rôle central à jouer en matière de cohésion sociale et de vivre ensemble.

Pour les élus enfin, et plus largement les citoyens, le combat est celui des valeurs républicaines, de la tolérance, de la liberté et de la vie.

Sandrine Bernard, Thérèse Pourriot, Alexandre Vallat Siriyotha et Sigrid Baillon